

WILLIAM MORRIS

COMMENT NOUS VIVONS, COMMENT NOUS POURRIONS VIVRE

30 NOVEMBRE 1884

Révolution : pour la plupart des gens ce mot dont nous autres, Socialistes, sommes obligés de faire si fréquemment usage, a un écho terrifiant. L'on a beau expliquer qu'il n'est pas nécessairement synonyme de changement lié à l'insurrection ou à toute autre forme de violence, et qu'il ne signifie jamais un changement purement mécanique qu'imposerait à une opinion publique hostile un groupe d'individus ayant réussi d'une manière ou d'une autre à s'emparer du pouvoir exécutif à un moment donné ; l'on a beau expliquer qu'on donne au mot révolution son sens étymologique pour désigner une transformation des fondations de la société, les gens prennent peur d'un aussi vaste bouleversement et vous supplient de bien vouloir parler de réforme, et non point de révolution. Mais pour nous autres Socialistes, le mot révolution ne recouvre absolument pas ce qu'entendent ces bonnes âmes qui parlent de réforme. Et je ne puis m'empêcher de penser que nous aurions tort de parler de réforme, quelle que soit la nature des projets que nous pourrions cacher sous son enveloppe anodine. Aussi nous en tiendrons-nous à notre propre terme, qui signifie une modification des fondations de la société. Certains risquent de s'en alarmer : les voilà en tout cas avertis qu'il y a matière à craindre. Faire comme si le danger n'existait pas ne le diminue en rien. D'autres, par contre, en seront encouragés ; pour eux au moins le sens du mot révolution sera une source non point de peur, mais d'espérance.

La Peur et l'Espérance : tels sont les noms des deux grandes passions qui règnent sur le genre humain : les révolutionnaires n'ont pas d'autre matériau. Susciter l'espérance parmi la foule des opprimés et la peur chez les autres, la poignée d'opresseurs, telle est notre mission. Il nous suffit d'ailleurs d'éveiller l'espoir de la majorité pour que les autres en aient forcément peur. Nous n'avons par ailleurs aucune envie de les épouvanter. Ce n'est pas une revanche que nous désirons pour les pauvres, c'est le bonheur. Comment en effet venger les millénaires de souffrances qui leur furent infligés ?

Il reste que parmi les oppresseurs des pauvres, bon nombre, disons même le plus grand nombre, n'ont pas conscience d'être des oppresseurs (nous verrons bientôt pourquoi). Ils mènent pour leur part une existence paisible et rangée, aux antipodes du comportement d'un esclavagiste romain ou d'un Legree. Ils savent qu'il existe des miséreux, sans que les souffrances de ces derniers les affectent de manière incisive ou spectaculaire. Ils ont eux-mêmes leurs tracas ; aussi croient-ils sans doute que l'homme, par nature, n'échappe pas aux tracas. Et ils n'ont aucun moyen de comparer les difficultés de leur existence avec celles qu'affrontent les citoyens placés plus bas qu'eux dans l'échelle sociale. Et si jamais s'impose à leur esprit la pensée de ces plus lourds tracas, ils se consolent en reprenant la maxime bien connue qui veut que l'on s'habitue à tout, même au pire.

Et ce n'est que trop vrai, s'agissant du moins des individus. Aussi l'état actuel des choses bénéficie-t-il de soutien dans les deux camps : d'abord, ces oppresseurs inconscients, qui vivent à l'aise, estiment avoir tout à perdre du moindre changement qui irait au-delà d'une réforme, fût-elle la plus douce et la plus graduelle possible. Ensuite ces pauvres, que leur existence tourmentée et pénible ne prédispose guère à imaginer qu'un quelconque événement puisse tourner à leur avantage, ne veulent pas prendre le risque de perdre une seule miette de leurs maigres biens en militant pour l'amélioration de leur sort. Vis-à-vis des riches nous ne pouvons guère que leur inspirer la peur ; vis-à-vis des pauvres, nous avons bien du mal à susciter parmi eux l'espérance. C'est donc la raison qui le dicte : ceux que nous cherchons à impliquer dans le grand combat pour un mode de vie supérieur à

celui que nous connaissons veulent obtenir de nous ne serait-ce qu'une notion de ce à quoi pourrait ressembler l'existence.

La demande est raisonnable, mais difficile à satisfaire. Ne sommes – nous pas dans un système qui interdit pratiquement toute volonté de reconstruction ? Et notre réponse non plus n'a rien de déraisonnable : « Il existe un certain nombre d'obstacles précis au progrès véritable de l'homme ; nous pouvons vous les indiquer ; commencez par les supprimer ; et alors, vous verrez ! »

Je me propose toutefois de m'offrir en pâture à ceux qui considèrent que la situation actuelle nous permet au moins d'avoir quelque chose et qui sont terrifiés à l'idée d'en abandonner la jouissance, et de se retrouver, ayant tout perdu, plus mal lotis qu'auparavant. Mais si je veux décrire la vie telle qu'elle pourrait être, je vais être plus ou moins obligé d'adopter un point de vue négatif. Je veux dire qu'il me faut indiquer les divers domaines où, selon moi, nos efforts se soldent actuellement par un échec quand nous cherchons à vivre décemment. Aux gens riches ou aisés je demanderai quel est ce statut qu'ils s'inquiètent de préserver à tout prix, et si son abandon représentera pour eux, tout compte fait, une perte aussi affreuse qu'ils le disent. Aux pauvres, je dois faire remarquer qu'au mépris de leur capacité à mener une existence digne et généreuse, ils sont dans une situation qu'ils ne sauraient tolérer plus longtemps sans tomber toujours plus bas.

Comment donc vivons-nous dans le système actuel ? Portons notre attention sur ce point un instant. Sachez d'abord que notre système social actuel est fondé sur un état de guerre perpétuelle. Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui trouvera cela normal ? On vous a souvent dit, je le sais, que la concurrence, de nos jours règle de toute production, est une bonne chose, qui stimule le progrès de l'espèce. Mais ceux qui vous le disent, s'ils voulaient être honnêtes, devraient désigner la concurrence par son abréviation et parler de la guerre. Demandez-vous alors si la guerre ne stimule pas le progrès à la façon d'un taureau furieux qui vous poursuit dans votre jardin. Que signifie au mieux la guerre, ou la concurrence (appelez-la comme vous voudrez) ? N'est-ce pas poursuivre son propre intérêt au détriment d'autrui, qui sera toujours perdant. L'on n'hésitera pas davantage, dans le cadre de cette poursuite, à détruire ses propres biens ; sinon la bataille vous laissera plus mal en point qu'avant. Réalités que vous comprenez parfaitement dès lors qu'il s'agit de la guerre où l'on tue et où l'on se fait tuer, le type de guerre où les navires par exemple, reçoivent comme instructions au départ de « couler, brûler, détruire ». Mais il semble que vous soyez moins conscients du gaspillage de marchandises quand vous vous contentez de mener cette autre guerre qui s'appelle le commerce. Ce qui n'empêche pas, notez-le bien, le gaspillage d'avoir lieu tout pareil.

Examinons de plus près ce dernier type de guerre. Passons en revue certaines des formes qu'elle revêt, afin d'y suivre la mise en œuvre du mot d'ordre « couler, brûler, détruire » .

Vous avez d'abord cette forme de guerre commerciale que l'on dénomme « rivalités nationales » : elles sont à vrai dire à l'origine de toutes les guerres que se livrent de nos jours les nations civilisées à coups de canons et de baïonnettes. Voici un certain nombre d'années que nous autres Anglais en usons prudemment, sauf quand nous avons pu par bonheur nous lancer dans la guerre sans encourir le moindre danger, les morts étant tous dans l'autre camp, du moins l'espérions-nous. Voici longtemps que nous ne nous montrons pas très pressés d'en découdre à coups de canon avec un ennemi qui se respecte, et je vais vous dire pourquoi. C'est parce qu'au niveau du marché mondial nous détenions la part du lion. Nous n'éprouvions pas le besoin de nous battre en tant que nation pour quelque chose que nous avions déjà. Mais la situation est en train de changer de la manière la plus significative, et la plus réjouissante aux yeux d'un Socialiste. Voici que nous perdons, que nous avons déjà perdu, cette part du lion. Pour le marché mondial les grandes nations se livrent désormais une « concurrence » acharnée. Il fera peut-être demain l'objet d'une guerre acharnée. Et qui donc aujourd'hui pousse à la guerre, à une guerre que l'on espère toujours limitée ? Pas seulement ces vieux Conservateurs qui ne jurent que par l'honneur et par la gloire et qui voyaient dans la guerre, à supposer qu'ils y vissent quelque chose, une bonne occasion d'étouffer sous les cendres la démocratie. Nous avons changé tout cela et c'est à présent un type de politiciens tout à fait différent que nous voyons fréquemment nous exhorter au « patriotisme », comme on dit. Ce sont les dirigeants Libéraux-Progressistes, du nom dont ils voudraient se baptiser. Ces grands sages ne sont

pas aveugles : ils savent très bien que se développent des mouvements sociaux, et que le monde évoluera, qu'ils y aident ou pas. Ce sont eux les va-t-en guerre des temps modernes. Je ne dis pas qu'ils savent ce qu'ils font. Les hommes politiques, vous le savez bien, prennent soin de ne rien voir de ce qui peut survenir au-delà d'une période de six mois. Voici en tout cas ce qui se trame : le système actuel, facteur obligé de rivalités nationales, est en train de nous pousser à une aveugle empoignade pour les marchés sur la base d'une certaine égalité avec les autres nations, parce que nous avons perdu le contrôle que nous avions desdits marchés. Le mot « aveugle » n'est pas trop fort. Nous ne faisons rien pour empêcher cette folie des débouchés à conquérir de nous mener là où elle veut bien nous conduire, là où elle doit forcément nous conduire. L'heure est aujourd'hui à la rapine triomphante et à l'honneur bafoué. L'heure sera peut-être demain à la défaite complète et à l'honneur bafoué.

Ces propos ne constituent nullement une digression, même si je dois ne plus, par la suite, me rapprocher autant de ce qu'on appelle en général la politique. Je veux simplement vous montrer où mène la guerre commerciale dès lors qu'elle touche les nations étrangères. Point n'est besoin d'être un génie pour voir qu'il ne peut s'ensuivre qu'un pur gâchis. Tel est le type de relations que nous avons aujourd'hui avec les nations étrangères : nous sommes prêts à les ruiner, si possible sans guerre, par la guerre si nécessaire. Sans parler de la scandaleuse exploitation, dans l'intervalle, des tribus sauvages et des peuples barbares auxquels nous imposons tout à la fois notre pacotille et notre hypocrisie à coups de canon.

Or, le Socialisme a sûrement quelque chose à vous offrir en remplacement de ces fléaux. Oui : il peut offrir la paix et l'amitié au lieu de la guerre. Nous pourrions vivre sans la moindre rivalité nationale. Il suffit de prendre en compte deux réalités : d'une part, pour ceux qui ont le sentiment de former une communauté naturelle correspondant à un nom unique, il ne saurait y avoir de meilleure solution que de s'administrer eux-mêmes ; d'autre part, aucune des communautés appartenant au monde civilisé ne devrait avoir le sentiment que ses intérêts sont opposés à ceux d'une autre, à égalité tout au moins de situation économique. Ainsi tout citoyen d'une communauté donnée serait en mesure de se consacrer à son travail et de vivre dans la sécurité quand il séjourne à l'étranger, où il trouverait tout à fait naturellement sa place. Et l'ensemble des nations civilisées formerait une vaste communauté, qui fixerait d'un commun accord la nature et le niveau de production et de distribution requis, et qui se répartirait les diverses productions en fonction des lieux les plus appropriés, soucieuse d'éviter avant tout le gaspillage. Songez aux bénéfices qu'en tireraient les nations, par rapport au gaspillage actuel, et songez à la richesse qu'apporterait au monde une telle révolution ! Je ne vois pas quel être vivant en pâtirait. Je crois au contraire que tout le monde en bénéficierait. Alors, où est l'obstacle ? D'ici peu, je vous le dirai.

Auparavant passons de cette « concurrence » qui prévaut entre les nations à celle qui met aux prises « les organisateurs de la main-d'œuvre » : les grandes entreprises, les compagnies par actions, bref les capitalistes ; et voyons comment la concurrence « stimule la production » des uns par rapport aux autres. Le fait est que la production s'en trouve stimulée ; mais une production de quelle nature ? La production d'un objet quelconque dont la vente dégagera un profit ; autrement dit il s'agit d'une production de profits. Remarquons également la façon dont la guerre commerciale stimule cette production : sur un marché donné il existe une demande pour telle marchandise ; il se trouve, disons, une centaine de fabricants spécialisés dans ce type de produits ; chacun, désireux d'être le seul à profiter du marché se bat bec et ongle pour en détenir la plus grosse part possible ; il en découle évidemment une surproduction du produit recherché et un engorgement du marché : la frénésie de fabrication retombe bientôt à plat.

Ne jugez-vous pas que cela ressemble à la guerre ? Ne voyez-vous pas le gâchis qui s'y attache – gâchis de main-d'œuvre, de savoir-faire, d'habileté, bref un gaspillage de vie ? Vous m'objecterez peut-être que le prix des produits s'en trouve réduit. En sens c'est vrai : mais seulement en apparence, puisque le salaire du travailleur ordinaire a tendance à glisser au même rythme que les prix ; et il faut voir ce que nous coûte cette baisse apparente des prix ! A dire vrai, il faut qu'il y ait au moins deux victimes : le consommateur que l'on trompe, et le producteur véritable que l'on affame,

au bénéfice du spéculateur qui, tirant parti à la fois du producteur et du consommateur, « fait son beurre ». Je n'ai pas besoin d'entrer dans tous les détails des contrefaçons, car tout le monde connaît la part qu'elles ont dans ce type de commerce. Mais souvenez-vous qu'elles constituent un phénomène absolument inhérent à cette production du profit à partir de la marchandise qui occupe les soi-disant manufacturiers. Souvenez-vous aussi que, pris dans leur ensemble, les consommateurs sont totalement désarmés vis-à-vis des spéculateurs ; avec les prix réduits, on leur impose les produits et, avec les produits, un mode de vie que détermine pour le consommateur cette stratégie énergique et agressive de prix bas. Car la malédiction de la guerre commerciale est si répandue que ses ravages n'épargnent aucun pays. Devant elle des traditions vieilles de mille ans s'effondrent en l'espace d'une année. Vient-elle à frapper un pays faible ou à demi-barbare, le peu de plaisir, de poésie ou d'art qui y existait est vite foulé aux pieds en une fange de hideur et d'abjection. L'artisan de l'Inde ou de Java ne pourra plus s'adonner tranquillement à son art, au rythme de quelques heures journalières, pour composer sur son étoffe un entrelacs d'une ravissante beauté : une machine à vapeur est entrée en action à Manchester, et ce qui représente une victoire remportée sur la nature et mille difficultés opiniâtres va vulgairement servir à produire une espèce de vile porcelaine plâtreuse ; le travailleur d'Asie, s'il n'en est pas immédiatement réduit à mourir de faim, comme c'est souvent le cas, se voit contraint de prendre à son tour le chemin de l'usine pour faire baisser le salaire de son collègue de Manchester ; et le voilà dépouillé de tout caractère original, si ce n'est, très vraisemblablement, que s'accumulent en lui et la peur et la haine vis-à-vis de ce qui constitue à ses yeux un mal totalement absurde : son patron anglais. L'indigène des Mers du Sud n'a plus qu'à tout délaïsser : l'art de sculpter les pirogues, son doux repos, ses danses pleines de grâce, pour devenir l'esclave d'un esclave : pantalon, pacotille, rhum, missionnaire et maladie mortelle – il doit avaler d'un seul coup la civilisation entière. Ni lui ni nous ne pouvons rien pour lui maintenant, tant que l'ordre social n'aura pas délogé la monstrueuse tyrannie de la spéculation qui a causé sa ruine. Voilà pour les différents types de consommateurs. Passons à présent en revue les types de producteurs ; je parle du vrai producteur, le travailleur : quelles sont pour lui les incidences de cette empoignade qui vise à piller le marché ? Le fabricant, dans le feu de la guerre qu'il mène, a dû rassembler en un seul lieu une immense armée d'ouvriers ; il les a entraînés jusqu'à ce qu'ils soient aptes à l'usage dans sa branche de production, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils soient source de profit, avec pour résultat qu'ils ne seront bons qu'à cela et à rien d'autre ; et quand la surproduction affecte le marché qu'il approvisionne, qu'arrive-t-il à cette armée dont chaque soldat dépend d'une demande régulière émanant dudit marché, et se conduit, sans qu'il en ait le choix, comme si la demande devait être éternelle ? Vous savez parfaitement ce qu'il arrive à ces hommes : on leur ferme la porte de l'usine au nez ; il en va souvent ainsi pour la majorité d'entre eux, et, à tout le moins, pour l'armée de réserve du travail qu'en temps d'expansion l'on met à la tâche avec une belle ardeur. Qu'advient-il de ces hommes ? On ne le sait que trop ces temps-ci. Mais ce que nous ne savons pas, ou que nous choisissons d'ignorer, c'est le fait que cette armée de réserve du travail est une nécessité absolue de la guerre commerciale : si nos fabricants n'étaient pas en mesure d'enrôler ces pauvres diables et de les affecter à leurs machines quand la demande s'accroît, il y aurait d'autres industriels en France, en Allemagne ou en Amérique pour intervenir et leur souffler le marché. Vous voyez donc comment notre mode de vie actuel impose à une immense partie de la population industrielle d'être exposée au danger récurrent de mourir à moitié de faim et cela, non pas au bénéfice d'hommes et de femmes vivant dans une autre partie du monde, mais pour leur propre avilissement et leur asservissement. Prenez seulement le temps d'imaginer un instant l'étendue du gaspillage lié à l'ouverture de nouveaux débouchés dans les contrées sauvages et barbares, qui représente sous sa forme extrême la pression exercée sur notre monde par le marché à profits : vous ne manquerez pas de vous rendre compte du monstrueux cauchemar que constitue ce marché. Il nous oblige à gagner notre vie dans la sueur et la terreur : nous voici incapables de lire un livre, d'examiner un tableau, de trouver un coin de campagne agréable où nous promener, de prendre tranquillement le soleil, de nous familiariser avec le savoir de notre époque. En un mot nous voici incapables de jouir d'aucun plaisir intellectuel

ou animal. Et à quelle fin, tant de privations ? Pour que nous soyons en mesure de mener la même vie d'esclave jusqu'à notre dernier souffle, afin de permettre aux riches de vivre, comme on dit, dans le bien-être et dans le luxe : c'est-à-dire de mener une vie si malsaine, si vide, si dénaturée qu'ils sont peut-être, tout compte fait, plus à plaindre encore que les ouvriers. Quant aux répercussions de toutes ces souffrances, l'on s'estimera particulièrement heureux s'il n'y en a aucune, et que l'on puisse dire des marchandises qu'elles n'ont fait de bien à personne. Car le plus souvent il en est plus d'un qui en pâtit : ainsi avons-nous trimé, gémi, péri à fabriquer pour nos semblables ruine et poison. Je dis que c'est la guerre, et les conséquences de la guerre : une guerre qui oppose cette fois, non pas des nations concurrentes, mais des firmes concurrentes ou des unités capitalistes : et c'est cette guerre des firmes qui s'oppose à ce que la paix règne entre les nations, état que, d'accord à coup sûr avec moi, vous jugerez absolument indispensable. Car vous devez savoir que la guerre est le souffle même qui sort des naseaux de ces firmes guerrières, et elles ont, de nos jours, concentré entre leurs mains l'essentiel du pouvoir politique, et elles se coalisent dans les différents pays afin de limiter l'action du gouvernement aux deux fonctions suivantes : qu'il serve à l'intérieur d'abord, de puissante force de police pour préserver le cercle au sein duquel les forts règlent leurs comptes aux faibles ; qu'il serve à l'extérieur ensuite de garde du corps pirate, une charge pour faire sauter les portes qui donnent accès aux marchés du monde : ouvrir à n'importe quel prix des débouchés extérieurs, et maintenir à l'intérieur une situation de privilège illimité faussement dénommée laissez-faire (faussement ; parce que les classes privilégiées sont épaulés par la force de l'Exécutif pour contraindre les non-privilegiés à accepter leurs conditions ; si c'est cela la « libre concurrence », les mots n'ont plus aucun sens). Voilà à quoi se réduit le rôle du gouvernement dans la seule conception qu'en ont nos capitaines d'industrie. Je dois maintenant tenter de vous montrer les raisons de cet état de choses, et ce qui le fonde. Je vais donc essayer de répondre à la question suivante : Pourquoi les profiteurs disposent-ils de tant de pouvoir, et comment se fait-il qu'ils soient en mesure de le sauvegarder ?

Ce qui nous amène au troisième et dernier type de guerre commerciale, sur lequel tout le reste repose. Nous avons d'abord parlé de la guerre qui oppose des nations rivales ; puis de celle qui met aux prises des compagnies rivales ; il nous faut maintenant parler des individus rivaux. De même que les nations sont conduites, dans le système actuel, à se disputer les marchés du globe, et que les compagnies ou les capitaines d'industrie doivent se disputer âprement toute part des profits tirés des marchés, de même les travailleurs sont obligés de rivaliser – pour leur gagne-pain ; et c'est cette concurrence permanente, ou cette guerre, les dressant les uns contre les autres, qui permet aux profiteurs de réaliser leurs profits, et, grâce aux richesses qu'ils accumulent ainsi, d'accaparer la totalité du pouvoir exécutif de leur pays. Mais attention à la différence entre la situation des travailleurs et celle des profiteurs : pour ces derniers, les accapareurs, la guerre est une nécessité ; il n'existe pas de profit sans concurrence, tant au niveau des personnes qu'à celui des firmes et des nations. Par contre, l'on peut gagner sa vie sans faire jouer la concurrence : l'on peut s'associer au lieu de rivaliser.

J'ai dit que la guerre était le souffle vital des profiteurs ; de même l'association est la vie des travailleurs. La classe ouvrière, ou prolétariat, ne peut exister en tant que classe sans quelque forme d'association. On doit la naissance d'une classe ouvrière distincte, ou prolétariat, à la nécessité où les accapareurs se sont trouvés de rassembler leur main-d'œuvre d'abord en ateliers régis par la division du travail, ensuite en grandes usines qui dépendent des machines pour leur fonctionnement. Ce faisant ils ont progressivement attiré les ouvriers vers les grandes villes et autres centres de civilisation : et c'est à cette nécessité que le prolétariat doit son existence mécanique, dirons-nous. S'ils sont effectivement associés, socialement regroupés pour la production de marchandises, c'est selon un mode exclusivement mécanique. Ils ne savent ni ce à quoi ils travaillent, ni pour qui ils le font, parce qu'ils s'associent dans le but de produire des biens dont le profit qu'en tire le patron constitue une part essentielle, au lieu de fabriquer des produits destinés à leur propre usage. Tant qu'ils en restent là, et qu'ils rivalisent entre eux, ils ne seront, et auront conscience de n'être, qu'une composante de ces firmes concurrentes dont j'ai parlé : ils ne seront en fait qu'un rouage dans la

machine à produire du profit. Et tant que prévaudra cette situation, patrons et profiteurs auront pour objectif de réduire la valeur de l'élément humain de cette machinerie ; en d'autres termes, comme ils détiennent déjà sous forme de capital et de machines le travail de travailleurs morts, leur intérêt, ou disons plutôt leur situation, exige qu'ils payent le moins possible pour le travail des vivants, qu'ils sont amenés à acheter journalièrement ; comme d'autre part les travailleurs qu'ils emploient ne possèdent que leur force de travail, ils sont obligés, au niveau de l'embauche et du salaire, de se vendre moins cher que le voisin, ce qui laisse le champ libre au capitaliste.

J'ai dit qu'en l'état actuel des choses, les travailleurs font partie intégrante des compagnies concurrentes. Ils sont un appendice du capital. Mais ils ne le sont que sous la contrainte ; et, même s'ils n'en ont pas conscience, ils se battent contre une telle contrainte et ses répercussions immédiates, la réduction de leur salaire et de leur niveau de vie : combat qu'ils mènent, et doivent mener, à la fois en tant que classe et en tant qu'individus : l'esclave d'un grand seigneur romain, malgré le sentiment très net qu'il avait d'appartenir à la maison du patricien, constituait, collectivement lui aussi, une force qui allait servir un jour à la destruction de ladite maison ; en tant qu'individu, il volait son maître à la moindre occasion. Ainsi découvrons-nous une autre forme de guerre inhérente à notre mode de vie actuel : la guerre des classes. Parvenue à son apogée (et ne donne-t-elle pas l'impression de s'intensifier de nos jours ?), elle détruira les autres formes de guerre. Elle rendra intenable la position des profiteurs qui veulent la guerre commerciale perpétuelle. Elle détruira l'actuel système du privilège concurrentiel, c'est-à-dire la guerre commerciale.

Reprenons : j'ai dit que ce qui était nécessaire à l'existence des travailleurs, c'était l'association, et non point la concurrence ; alors que pour les profiteurs impossible était l'association, et nécessaire la guerre. La condition actuelle des ouvriers fait d'eux la machinerie du commerce, ou en termes plus francs, ses esclaves. Qu'ils changent cette situation, qu'ils deviennent libres, et la classe des profiteurs cessera nécessairement d'exister. Quelle sera alors la situation des travailleurs ? Même dans l'état actuel des choses, le seul élément indispensable de la société, l'élément vital, c'est eux. Les autres classes ne sont que des parasites qui vivent à leurs crochets. Et que devraient-ils être, que seront-ils, quand ils prendront, une fois pour toutes, la mesure de leur pouvoir réel, et qu'ils cesseront de rivaliser au niveau de leur gagne-pain ? Ils seront la société, je vous l'assure ; ils seront la communauté. Et à partir du moment où la société, c'est eux (pour autant qu'il n'existe plus de classe en dehors d'eux contre laquelle ils doivent se battre), ils sont en mesure de moduler leur travail selon leurs besoins réels.

On parle beaucoup de l'offre et de la demande, mais l'offre et la demande en question sont artificielles. Elles sont soumises aux aléas du marché spéculatif. On impose de toutes pièces la demande, comme je l'ai déjà indiqué, avant de la satisfaire. Qui pis est, pour autant que chaque producteur travaille en concurrence avec tous les autres, il est impossible aux producteurs de s'arrêter avant que le marché ne soit engorgé. Aux travailleurs jetés à la rue, on raconte qu'il y a surproduction, alors qu'ils n'arrivent même pas à satisfaire convenablement leurs besoins élémentaires, pendant que s'accumulent les excédents d'inventus : tout cela parce que la richesse qu'ils ont eux-mêmes créée est « mal distribuée », comme on dit ; en d'autres termes, on les en spolie injustement.

Quand les travailleurs seront la société, ils régleront leur travail : l'offre et la demande deviendront authentiques, au lieu d'être un jeu de hasard. Elles coïncideront, car la société qui émettra la demande sera aussi celle qui fournira l'offre. Disparaîtront alors les famines artificielles, et l'indigence au sein de la surproduction au milieu de réserves excessives d'objets propres à combler la pauvreté et à la changer en bien-être. En un mot, il n'y aura plus de gaspillage, et partant, plus de tyrannie. Ce que vous offre le Socialisme au lieu de ces famines artificiellement induites, avec leur soi-disant surproduction, c'est, je le répète, la régulation des marchés, l'adéquation de l'offre et de la demande : fini la spéculation ! Fini le gaspillage ! Au lieu d'être accablé de travail et surmené pendant un mois, pour être livré, le mois suivant, à l'inaction et à la terreur de mourir de faim, le travailleur jouira, mois après mois, d'un travail régulier et d'un loisir abondant. Fini les « produits bon marché », c'est-à-dire les succédanés, où n'entre rien de bon, simples pompes à gonfler les profits ! Plus aucun labeur ne

serait consacré à cette pacotille, dont les gens, cessant d'être esclaves, cesseraient d'être preneurs. Le travail humain n'irait plus à produire de la pacotille, mais à créer les objets qui répondent au mieux aux besoins réels des utilisateurs. Une fois le profit aboli, les gens pourraient en effet obtenir ce qu'ils désirent vraiment, et non point ce que leur imposent les profiteurs d'Angleterre et d'ailleurs. Tel est le sens du message que je voudrais vous transmettre : au moins dans tous les pays civilisés, il y a, ou en tout cas, il pourrait y avoir, abondance pour tous. Même sur la base d'un travail aussi pervers qu'aujourd'hui, une répartition équitable des richesses dont nous disposons assurerait à chacun une vie relativement confortable. Mais que sont ces richesses en comparaison de celles dont nous pourrions disposer si le travail était bien dirigé ?

Vous remarquerez qu'aux premiers jours de notre histoire, l'homme était l'esclave de ses besoins les plus immédiats. La Nature était omnipotente, l'homme était faible. Il lui fallait la combattre sans relâche pour se procurer sa nourriture quotidienne et le moindre abri de fortune. Cette lutte perpétuelle enfermait l'homme dans une existence étreinte. L'ensemble des mœurs, des lois et des croyances humaines résulte des efforts incessants déployés pour survivre, et les reflète. Avec le temps, peu à peu, pas à pas, l'homme devint plus fort. Le voici aujourd'hui, au bout de tant de siècles, maître presque absolu de la Nature. On pourrait croire qu'il lui serait à présent loisible d'orienter sa pensée vers des objectifs plus nobles que le repas du lendemain. Hélas ! Son progrès a été interrompu, brisé. Bien qu'il ait effectivement conquis la Nature et qu'il en contrôle les forces qu'il soumet à ses fins, il lui reste à se conquérir lui-même. Il lui reste à trouver le moyen d'utiliser au mieux les forces qu'il a su dominer. Il s'en sert actuellement de manière aveugle et stupide, comme si la seule fatalité le guidait. On dirait presque que le spectre de la recherche incessante de nourriture, qui était jadis le maître du sauvage, continue à hanter l'homme civilisé. Il s'échine comme en rêve, hanté par de pures chimères aussi vagues qu'irréelles, nées du souvenir imprécis du temps passé. De ce rêve, il faut qu'il sorte et qu'il regarde la réalité en face. La conquête de la Nature est achevée, pour ainsi dire. Il nous appartient maintenant, et depuis déjà longtemps, d'organiser l'homme, qui tient en mains les forces de la Nature. Tant que nous n'aurons point effectué le premier pas dans cette direction, nous ne serons jamais délivrés du terrible spectre de la peur de mourir de faim, qui, de concert avec son acolyte, le désir de domination, nous pousse à l'injustice, à la cruauté et à toutes sortes d'agressives lâchetés. Cesser de craindre nos semblables pour apprendre à leur faire confiance, nous débarrasser de la concurrence pour bâtir la coopération, voilà notre suprême obligation.

J'en viens maintenant aux détails. Vous savez sans doute que tout homme civilisé vaut, pour ainsi dire, plus cher que sa peau : exerçant nécessairement son travail dans le cadre de la société, il peut produire au-delà de ce qu'exigent sa subsistance et une existence convenable. Il en est ainsi depuis de nombreux siècles, depuis l'époque, en fait, où les tribus guerrières réduisirent en esclavage les ennemis vaincus au lieu de les massacrer. Notre capacité de produire ce surplus n'a fait que s'accroître, à tel point qu'aujourd'hui par exemple un seul homme tissera en une semaine autant d'étoffe qu'il en faudrait pour vêtir tout un village pendant plusieurs années. La véritable question que pose la civilisation a toujours été celle-ci : Quel usage réserver au surplus dégagé par le travail ? Question à laquelle les hommes, poussés par le spectre dont je viens de parler, la peur de mourir de faim, et son acolyte, le désir de domination, ont toujours donné une bien mauvaise réponse, plus encore à notre époque peut-être, alors que le surplus dégagé par le travail a connu une croissance aussi prodigieuse que rapide. Pour l'homme, la réponse a toujours été de rivaliser avec son semblable pour s'approprier égoïstement des parts de ce surplus qui devraient normalement lui échapper. Et ceux qui se sont trouvés en position de force pour détrousser les autres ont eu recours à toutes sortes d'artifices pour maintenir ceux qu'ils avaient volés en état d'infériorité perpétuel. Les victimes, comme je l'ai dit précédemment, n'avaient aucun moyen de s'opposer à cette spoliation tant qu'elles resteraient minoritaires et dispersées. Leur sentiment d'oppression commune ne pouvait donc guère se développer. Mais à présent que la course à ces parts de profit excessives, ou plus-value, a renforcé l'interdépendance des ouvriers au niveau de la production, et, sur ce plan, les a conduits, comme je l'ai déjà expliqué, à s'associer plus largement, le pouvoir des travailleurs (c'est-à-

dire la classe volée ou dépossédée) a crû énormément. Il ne leur reste plus qu'à comprendre que ce pouvoir est leur. Quand ils en auront pris conscience, ils seront en mesure de répondre correctement à la question posée : Que faire du surplus de produits dégagé par le travail, au-delà de ce qui prolonge, pour chaque travailleur, sa capacité à travailler ? Voici la réponse : Le travailleur aura la pleine jouissance de tout ce qu'il produit et n'en sera plus dépouillé. Or, souvenez-vous qu'il produit collectivement : il accomplira donc la quantité de travail qui lui sera demandée conformément à sa capacité, et, sur le produit de ce travail, il disposera d'autant qu'il nécessite ; parce que, voyez-vous, il ne peut utiliser davantage que ce qu'il nécessite, sauf à le gaspiller.

Si cette vision des choses vous semble trop idéaliste, comme la situation actuelle vous autorise à le penser, je l'étayerai d'un mot : lorsque les hommes s'organiseront de façon à éviter que leur travail n'aboutisse à un gaspillage, délivrés de la peur de mourir de faim et du désir de domination, ils auront le loisir et la liberté de réfléchir pour voir clairement ce dont ils ont vraiment besoin.

Moi, j'ai déjà une idée de ce dont j'ai besoin et je vais vous en faire part, afin que vous puissiez comparer mes idées aux vôtres. Mais je vous demande de toujours vous rappeler que la diversité même des facultés et des désirs humains, une fois que sera satisfait le besoin commun à tous les hommes de se nourrir et de se loger, permettra de répondre plus facilement à leurs désirs dans un contexte communautaire.

Quels sont mes besoins, que mon environnement (c'est-à-dire mes relations avec mes semblables) est à même de satisfaire, compte non tenu des accidents inévitables, si tant est qu'il en existe, sur lesquels n'ont de prise ni la coopération ni la prévoyance ?

Ma première revendication, c'est la santé. Et j'affirme que la population des pays civilisés, pour une proportion considérable, ne sait même pas à quoi cela correspond. Prendre plaisir au simple fait de vivre ; jouir d'exercer ses membres et toutes ses facultés physiques ; jouer, en quelque sorte, avec le soleil, le vent, la pluie ; satisfaire dans la joie les appétits physiques ordinaires de l'animal humain sans avoir ni peur de s'avilir, ni conscience de mal faire : je réclame tout cela et davantage encore ! Je veux pouvoir être doté d'un corps bien proportionné, bien découplé, bien charpenté et d'une physionomie expressive ; en un mot, je revendique le droit d'être beau. S'il nous est impossible d'obtenir satisfaction sur ce point, nous ne sommes vraiment que des êtres misérables. Je sais aussi qu'en exigeant ce droit je m'oppose à ces abominables doctrines ascétiques qui puisent leur origine dans le désespoir qui s'empare des victimes de l'oppression et de la déchéance, et dont l'on tire argument depuis tant de siècles pour perpétuer la même oppression et la même déchéance.

Et je crois que ce droit à jouir d'un corps sain, que je revendique pour chacun de nous, conduit à exiger tous les autres droits légitimes. Car sait-on où furent en premier lieu semées les graines de la maladie, dont les riches ne sont pas davantage exempts ? La cause en est peut-être la richesse d'un ancêtre, mais plus souvent, j'imagine, sa pauvreté. Quant aux pauvres... Un professeur renommé a dit que le pauvre souffrait toujours de la même et unique maladie : la faim. Je sais une chose, en tout cas : pour qui est accablé de travail, sa santé ne saurait correspondre à celle dont je vous parle ; ni pour qui passe sa vie enchaîné à la morne routine d'une tâche mécanique qui ne varie jamais, et dont l'exécution n'éveille aucun espoir ; ni pour qui, craignant pour sa subsistance, vit dans des affres incessantes et sordides ; ni pour qui n'a point de logement convenable ; ni pour qui est privé de tout accès à la beauté naturelle du monde ; ni pour qui nulle distraction ne vient fouetter de temps en temps le moral. Ce sont là autant de considérations touchant, plus ou moins directement, à la condition physique de l'homme, qui découlent du droit de jouir d'une bonne santé, tel que je le revendique. Je tends à penser, en vérité, qu'il faudra que ces bonnes conditions aient agi sur plusieurs générations pour qu'une population donnée, prise globalement, puisse connaître la vraie santé : je m'en suis déjà expliqué. Mais je n'en doute pas un instant : il viendra un temps où, couplées à d'autres conditions, dont je vais bientôt vous entretenir, elles donneront progressivement naissance à une population de ce type, qui sera à tout le moins en état de jouir des plaisirs animaux de la vie, et qui sera donc heureuse, et belle, conformément à la beauté de sa race. A ce propos, j'indiquerai que la diversité des races humaines tient elle-même aux conditions qui régissent l'existence de chacune ; et bien que sous nos latitudes relativement ingrates, nous fassent défaut

certain avantages au niveau du climat et de l'environnement, si toutefois nous travaillions pour gagner notre pain au lieu de courir après le profit, il nous serait facile de pallier bien des inconvénients qui s'attachent à notre climat, suffisamment en tout cas pour donner tout le champ souhaitable au développement plein et entier de notre race.

En second lieu je revendique le droit à l'instruction. Ne me dites pas que les petits Anglais bénéficient tous de l'instruction. Le type d'éducation qu'on leur dispense ne saurait répondre à ma demande, même si j'admets bien volontiers qu'il représente déjà quelque chose. Quelque chose... et au bout du compte, malgré tout, rien d'autre qu'une éducation de classe. Ce que je veux, c'est une instruction libérale me donnant la possibilité de prendre ma part de toutes les connaissances des temps modernes, selon ma capacité ou mon inclination, qu'elles soient d'ordre historique ou scientifique ; ma part également du savoir-faire existant dans le monde tant dans le domaine des fabrications industrielles que dans celui des beaux-arts : la peinture, la sculpture, la musique, le théâtre, etc. Je revendique le droit d'être initié, si j'en ai la capacité, à plusieurs métiers, que je pourrais exercer au bénéfice de la communauté. Peut-être y verrez-vous une exigence exorbitante ; mais je suis persuadé qu'elle n'est pas démesurée si la communauté doit être en mesure de tirer parti de mes aptitudes spécifiques, et si nous ne voulons pas en être réduits au triste niveau de médiocrité qui est le nôtre aujourd'hui, à l'exception de ceux d'entre nous qui sont les plus forts et les plus résistants.

Je sais en outre que ce droit à l'instruction implique la possibilité d'accéder à des services publics, sous forme de bibliothèques, d'écoles et autres établissements publics, qui ne puissent tomber sous le contrôle d'aucune personne privée, fût-ce la plus fortunée. C'est un point que je revendique en toute confiance, convaincu qu'il n'existe pas de communauté raisonnable qui puisse accepter de se passer d'une telle contribution à la décence de la vie.

Le droit à l'instruction implique également le droit à jouir de loisirs à profusion – chose que je revendique avec non moins de confiance. Quand nous nous serons en effet débarrassés de l'esclavage du profit, l'organisation du travail, éliminant tout gaspillage, exclura que l'on accable indûment quiconque en particulier, étant admis qu'il reviendra naturellement à chaque citoyen d'apporter son écot de travail clairement utile. Vous noterez qu'actuellement la stupéfiante machinerie que nous avons inventée n'a servi qu'à augmenter le nombre de produits générateurs de profit ; autrement dit, à augmenter la quantité de profit empoché pour leur bénéfice personnel par des particuliers. Ceux-ci en utilisent une partie comme capital pour produire davantage de profit, auquel s'attache toujours le même gaspillage. L'autre partie constitue leur richesse personnelle ou leur donne les moyens de vivre dans le luxe, ce qui revient encore à du gaspillage pur et simple. On y verra en vérité une sorte de feu de joie par lequel les riches brûlent le produit du travail qu'ils ont extorqué aux travailleurs au-delà de ce qu'ils peuvent utiliser eux-mêmes. En conséquence j'affirme qu'en dépit de nos inventions, il n'est pas un ouvrier, dans le cadre du système actuel, qui travaille une heure de moins, grâce à ces machines à économiser du labeur comme on dit. Mais, dans un état de choses amélioré, elles n'auraient d'autre fonction que d'économiser du labeur. La communauté y gagnerait un temps de loisir considérable qui s'ajouterait à celui qu'entraîneraient la suppression du gaspillage lié au luxe inutile et l'abolition du temps de service dans les rangs de la guerre commerciale.

S'agissant de ce loisir, autant je m'abstiendrai résolument d'en user pour porter préjudice à quiconque, autant je m'efforcerai d'en multiplier les bienfaits pour la communauté, par une pratique des arts ou l'exercice d'activités engageant mes mains et mon cerveau susceptibles de donner du plaisir à quantité de citoyens. En d'autres termes, une grande partie du travail mieux fait sera pris sur le temps de loisir d'hommes délivrés de la hantise de la subsistance et désireux, comme le sont tous les hommes, voire tous les animaux, de mettre en valeur leurs talents spécifiques.

Ce loisir me permettrait encore de suivre mes goûts et d'élargir, par le voyage, l'horizon de mon esprit, si tel était mon penchant. Supposons en effet que je sois cordonnier, par exemple. Dans une société dûment organisée, il ne s'ensuit absolument pas que je devrais toujours fabriquer des chaussures au même endroit. Un certain nombre de dispositions faciles à concevoir, me

permettraient de fabriquer les chaussures, disons, à Rome pendant trois mois, et de revenir avec des idées nouvelles sur l'architecture, que m'aurait inspirées le spectacle des ouvrages du passé ; voilà un exemple de connaissances, parmi d'autres, qui pourraient s'avérer utiles à Londres.

Mais afin que mon loisir ne dégénère pas en oisiveté ni en désœuvrement, il me faut à présent demander qu'il y ait œuvre utile à faire. C'est à mes yeux l'exigence primordiale. Avec votre permission j'en dirai un mot ou deux. J'ai précisé que je profiterais sans doute de mon loisir pour effectuer une bonne proportion de ce qu'on appelle aujourd'hui le travail. Mais si je suis membre d'une Communauté Socialiste, j'ai clairement le devoir de prendre ma part légitime de travail plus ardu ; soit la part qui m'échoit de ce que ma capacité me permet d'accomplir ; on ne me clouera jamais à un lit de Procuste ; mais il n'est pas jusqu'à la part de travail nécessaire à l'existence de la vie sociale la plus simple, qui ne doive, d'abord et avant tout, et quelle que soit par ailleurs sa nature, être du travail raisonnable ; c'est-à-dire du travail dont un honnête citoyen voie la nécessité. En tant que membre de la communauté, je dois avoir accepté de l'accomplir.

Prenons deux exemples frappants du contraire : je n'accepterai point d'endosser l'habit rouge du soldat ni qu'on m'envoie tirer sur mon ami français, allemand ou arabe dans une querelle dont le sens m'échappe : je me rebellerai plutôt. Je n'accepterai pas non plus de gaspiller mon temps et mon énergie à fabriquer un colifichet dont je sais que seul un imbécile en voudra ; je me rebellerai plutôt.

Vous pouvez toutefois être certains que dans une société convenablement organisée je n'aurai nul besoin de m'insurger contre de telles folies. Je suis seulement obligé de parler de la façon dont nous pourrions vivre en partant de la façon dont nous vivons aujourd'hui.

Si ledit travail nécessaire et raisonnable est d'ordre mécanique, je dois recevoir le secours d'une machine, non point pour abaisser le coût de mon travail, mais de façon à réduire au maximum le temps que j'y passerai ; je serai libre de penser à autre chose pendant que je surveille la machine. Et s'il s'agit d'un labeur particulièrement ardu ou exténuant, vous m'accorderez sûrement que plusieurs personnes doivent me relayer ; l'on ne doit pas s'attendre par exemple à ce que je passe ma journée de travail au fond d'un puits de mine. Je pense qu'un travail de ce type devrait s'effectuer largement sur la base du volontariat et, comme je l'ai dit, par roulement. Et ce que je dis du travail ardu s'applique aussi au travail déplaisant. Par contre, je ne donnerais pas cher de la virilité d'un homme robuste et vigoureux qui n'éprouverait aucun plaisir à exécuter une tâche ardue, à supposer toujours qu'il travaille dans les conditions que j'ai décrites, autrement dit pourvu qu'il se sente faire œuvre utile (et par conséquent honorée), qui ne soit ni sans fin ni sans espoir, et qu'il agisse vraiment de son propre gré.

Dernière exigence que je formule par rapport à mon travail : il conviendrait que les lieux où je travaille, les usines ou les ateliers, fussent attrayants, comme le sont les champs où s'accomplit notre travail plus nécessaire. Croyez-moi : il n'est rien eu monde qui puisse empêcher qu'il en soit ainsi, hormis le besoin d'extraire du profit de toute production. Autrement dit, si l'on abaisse le prix des marchandises, c'est au détriment de ceux que l'on force à travailler dans des bouges surpeuplés, insalubres, immondes et bruyants. En somme, on abaisse les prix au détriment de l'existence du travailleur.

Voilà pour mes exigences relatives à mon travail nécessaire, qui représente un tribut à la communauté. L'on découvrirait, je crois, à mesure que se développerait la capacité de tous à instaurer une société correctement organisée, qu'en obéissant à ces règles, la vie serait beaucoup moins chère qu'on ne saurait le concevoir à ce jour, et qu'au bout d'un certain temps les gens chercheraient plus vite du travail qu'ils ne le fuiraient, et que l'on gagnerait à faire de nos journées de travail des parties de plaisir regroupant hommes et femmes, jeunes et vieux, pour qui le travail serait source de joie, au lieu de cette lassitude grincheuse qui s'y attache de nos jours le plus souvent. Sonnerait alors l'heure de la renaissance de l'art, dont il a été tant question, et qui a tant tardé. Les gens ne pourraient s'empêcher de manifester leur plaisir et leur joie dans leur travail, et souhaiteraient les exprimer sous une forme tangible et plus ou moins durable : l'atelier redeviendrait une école d'art dont l'influence s'exercerait sur tous.

L'art m'amène à ma dernière revendication : je demande que soit plaisant, beau et généreux le cadre matériel de ma vie. C'est une exigence de taille, je m'en rends compte. Je n'en dirai qu'une chose : si l'on ne peut y répondre, si les sociétés civilisées ne sont pas toutes en mesure de garantir à l'ensemble de leurs membres un environnement de cette qualité, je souhaite que le monde s'arrête ! C'est un désastre que l'homme ait jamais existé ! Pour moi, l'on n'insistera jamais assez là-dessus. Viendra un temps, j'en suis certain, où l'on aura du mal à croire qu'une communauté aussi riche que la nôtre, maîtresse comme elle est de la Nature, ait accepté de mener l'existence ignoble et repoussante qui est la nôtre.

Je le répète : il n'est rien dans notre état, si ce n'est la chasse au profit, qui nous oblige à vivre ainsi. C'est le profit qui a attiré les hommes, par exemple, vers ces conglomérats énormes, impossibles à gérer, qu'on appelle des villes. C'est le profit qui les fait s'y entasser dans des constructions sans jardins ni espaces libres. C'est le profit qui refuse de prendre les précautions les plus ordinaires pour éviter d'envelopper un district entier dans un nuage de fumée sulfureuse. C'est lui qui transforme les beaux cours d'eau en égouts répugnants. C'est lui qui condamne tout le monde, hormis les riches, à vivre, au mieux, dans des maisons encombrées, dans des bâtisses d'une innommable désolation. Je dis qu'il est à peu près incroyable que nous puissions tolérer une telle crétinerie. Et, de fait, si nous pouvions l'éviter, nous ne le supporterions pas. Nous ne le supporterons pas quand les travailleurs se seront débarrassés de l'idée qu'ils sont de simples appendices de la chasse au profit, que plus il y aura de profit, mieux leur travail sera rémunéré et plus il y en aura, et que par conséquent la crasse, l'anarchie et la dégradation incroyables de la civilisation moderne témoignent directement de leur prospérité. Elles témoignent bien au contraire de leur asservissement. Quand ils auront cessé d'être des esclaves, ils exigeront tout naturellement que tout homme, toute famille, dispose de logements généreux ; que tout enfant ait la possibilité de jouer dans un jardin proche du domicile de ses parents ; que toute demeure, emblème de l'ordre et de la propreté, soit un ornement pour la Nature, au lieu de la défigurer. Car il n'est pas douteux que l'ordre et la propreté en question, portés au niveau requis, frayeraient la voie à la beauté architecturale. Tout ceci, bien entendu, voudrait dire que le peuple (c'est-à-dire la société entière) fût correctement organisé et qu'il détînt les moyens de production, qui ne seraient la propriété d'aucun particulier, mais dont tout le monde se servirait en tant que de besoin. Telles sont les conditions indispensables au changement que je viens d'évoquer. Tout autre contexte fera que les gens seront poussés à accumuler pour eux-mêmes des richesses personnelles, et partant, à gaspiller les biens de la communauté et à perpétuer la division de la société en classes, qui signifie guerre perpétuelle et gaspillage.

Quant à savoir jusqu'à quel point il peut être nécessaire ou souhaitable que, dans une société dûment organisée, les gens vivent en commun, nous aurons peut-être des avis passablement divergents en fonction de l'attrance de chacun pour la vie sociale.

Pour ma part je ne vois pas pourquoi nous nous sentirions pénalisés de prendre nos repas avec nos compagnons de travail. S'agissant de quantité d'objets, tels que livres précieux et tableaux de valeur, et de la splendeur de nos lieux de vie, nous aurons avantage, j'en suis sûr, à faire bourse commune. Et souvent, je l'avoue, quand je suis écœuré par les cabanes à lapins idiots et mesquines que les riches se font bâtir à Bayswater et ailleurs, je me console en imaginant le noble palais communal des temps futurs, où ne seront comptés ni les matériaux, ni les vrais ornements, où vivront les idées les plus nobles de notre époque et du passé, incarnées dans les meilleures formes de l'art qu'un peuple libre et viril saurait créer. Ce sera pour l'homme un séjour aussi beau qu'adéquat, avec lequel ne pourra rivaliser aucune réalisation d'ordre privé. Seul, en effet, un mode de vie et de pensée collectif saurait nourrir les aspirations aptes à susciter sa beauté, et jouir du savoir-faire et du loisir nécessaires à leur matérialisation. Personnellement, je ne me sentirais nullement brimé, bien au contraire, d'avoir à y lire mes livres et à y recevoir mes amis. Et je ne me crois certes pas mieux loti d'habiter une vulgaire maison garnie de stuc, encombrée de meubles que je déteste, dont l'usage quotidien me corrompt l'âme à tous égards et m'affaiblit le corps, pour le seul plaisir de me dire que c'est mon bien, ma maison.

Voici une remarque qui n'a rien d'original, mais qu'à ce point de mon exposé je reprends : ma

maison est le lieu où je reçois les gens pour qui j'ai de la sympathie, les gens que j'aime. Du moins est-ce là mon opinion en tant que bourgeois. Quant à savoir si un ouvrier aimerait mieux jouir en famille de la possession de sa pièce misérable plutôt que d'avoir sa part du palais dont j'ai parlé, c'est à lui seul d'en juger. Les bourgeois ont toujours le loisir d'imaginer... Certains d'entre eux réussiront peut-être à se représenter le peu d'espace et de confort dont dispose notre ouvrier, disons le jour de la lessive.

Avant d'en terminer avec le cadre de vie, je voudrais répondre à une éventuelle objection. J'ai parlé d'avoir libre recours à des machines pour soulager les gens de la partie la plus mécanique et la plus rebutante du travail nécessaire. Or, je n'ignore pas que certaines personnes cultivées, qui sont attirées par les arts, conçoivent pour les machines un profond dégoût. Libre à ces gens de proclamer qu'il n'y aura pas de cadre de vie plaisant tant que nous serons entourés de machines. Je ne suis pas tout à fait de cet avis. Là où l'on porte essentiellement atteinte de nos jours à la beauté de la vie, c'est quand on permet aux machines d'être nos maîtresses, au lieu qu'elles doivent nous servir. Autrement dit, c'est la preuve du crime abominable où nous avons sombré, quand nous utilisons notre maîtrise des forces de la Nature pour asservir les hommes. En attendant, nous sommes moins pressés de mesurer tout le bonheur que nous volons à leur vie.

J'ajouterais toutefois, en guise de consolation pour les artistes, qu'à mon avis la remise en ordre de la société conduirait vraisemblablement au début à une floraison de machines destinées à des travaux véritablement utiles parce que l'on aura encore à cœur d'accomplir toutes les tâches nécessaires à la survie de la société. Mais au bout d'un certain temps, l'on s'apercevra qu'il y a moins de travail que prévu. On aura alors le loisir de revoir entièrement la question. Et s'il appert que dans un secteur donné de l'industrie le recours à la main plutôt qu'à la machine permettra d'accroître à la fois le plaisir de l'ouvrier et la qualité du produit, l'on ne manquera pas de se débarrasser des machines : la chose sera alors faisable. Actuellement elle ne l'est pas. Nous n'avons pas les mains libres pour ce faire. Nous sommes les esclaves des monstres que nous avons créés. Et j'espère bien que dans une société qui a pour but, non pas de multiplier la main-d'œuvre, comme c'est le cas aujourd'hui, mais de vivre agréablement, comme ce serait le cas dans une société correctement organisée, j'espère bien, dis-je, que la complication même des machines aboutira à une simplification de la vie, et donc à une place plus limitée pour les machines.

Je m'en tiendrai là en ce qui concerne les droits que je revendique encore d'une vie décente. Je les résume brièvement : premièrement, un corps sain ; deuxièmement, un esprit actif, ouvert au passé, au présent, au futur ; troisièmement, un travail approprié à un corps sain et à un esprit actif ; et quatrièmement, le droit de vivre dans un monde de beauté.

Telles sont les conditions de vie que l'homme raffiné de tous les temps s'est fixées comme objectif prioritaire. Mais il a souvent vu se dresser sur sa route tant d'obstacles qu'il s'est pris de nostalgie pour l'époque antérieure à la civilisation, quand l'homme avait pour unique préoccupation sa nourriture quotidienne, et qu'en lui sommeillait l'espérance (du moins n'était-il pas en mesure de l'exprimer).

S'il s'avère (comme beaucoup le pensent) que la civilisation voue à l'échec l'espoir de parvenir à ces conditions de vie, alors la civilisation interdit à l'homme d'être humain. Etouffons donc toute aspiration au progrès et jusqu'à tout sentiment de bonne volonté et d'affection mutuelles entre les hommes ! Et que chacun de nous attrape ce qu'il peut du tas de richesses que créent les imbéciles pour que s'engraissent les coquins. Mieux : trouvons au plus vite le moyen de mourir comme des hommes, puisqu'il nous est interdit de vivre comme des hommes.

Je préfère dire : Courage ! et croire qu'avec notre époque, en dépit de tous ces tourments et de tous ces désordres, nous avons reçu en partage à la naissance un merveilleux héritage, riche de tout l'ouvrage de ceux qui nous ont précédés sur la terre. Je préfère croire que nous sommes à l'aube d'un âge nouveau, où l'humanité sera dûment organisée. Ce n'est pas nous qui pouvons bâtir le nouvel ordre social : le passé a fait le plus gros du travail à notre place. Mais nous pouvons ouvrir les yeux aux divers signes des temps : nous verrons alors que la possibilité nous est désormais offerte de parvenir à un mode de vie de qualité ; à nous maintenant de tendre le bras, pour nous en saisir .

Mais comment ? Essentiellement, je crois, en inculquant aux hommes le sens de leurs capacités humaines afin qu'ils soient en mesure de tirer parti du pouvoir politique qui leur est imparti un peu plus chaque jour ; qu'ils en viennent à saisir que l'ancien système, où le travail obéit au principe du profit individuel, n'est plus viable ; le peuple entier doit à présent choisir entre l'anarchie qu'entraîne la faillite du système et la volonté de prendre le contrôle du travail : actuellement organisé en vue du seul profit, il faudra l'organiser de façon à faire vivre la communauté. Il s'agit de faire comprendre aux gens que la présence de profiteurs privés n'est nullement une nécessité par rapport au travail, mais qu'ils constituent une entrave à son développement. Et la raison n'en est point seulement, ou essentiellement, qu'ils sont ce qu'ils sont, les rentiers permanents du travail d'autrui, mais bien le gaspillage qu'implique nécessairement leur existence en tant que classe. Voilà ce qu'il nous faut apprendre au peuple, après nous en être convaincus nous-mêmes. Il s'agit d'une lourde tâche, d'une œuvre de longue haleine.

Je l'ai dit d'entrée de jeu : la terreur de la faim inspire aux gens une telle crainte du changement que même les plus infortunés en sont devenus amorphes et difficiles à remuer. Aussi dure que soit la tâche, il est toutefois certain qu'elle portera ses fruits. Déjà un groupe de citoyens, aussi peu nombreux soient-ils, ont uni leurs forces pour être les missionnaires du Socialisme : c'est la preuve que le changement est en cours. A mesure que la classe ouvrière, qui constitue la partie vraiment vitale de la société, épouse ces idées, l'espérance la gagnera : elle exigera des changements sociaux. Parmi ces changements, beaucoup n'iront sans doute pas directement dans le sens de son émancipation, parce que l'on ne saura pas les exiger avec une conscience claire de la seule et unique transformation nécessaire, l'égalité de condition sociale. Mais ils contribueront de manière indirecte à faire éclater notre société factice et corrompue, tandis que l'égalité de condition sociale sera revendiquée avec toujours plus d'insistance et de ténacité jusqu'à forcer l'écoute. Il restera en fin de compte à sauter le pas, pour aboutir à la socialisation du monde civilisé ; et nous serons stupéfaits, rétrospectivement, de voir que nous nous sommes pliés si longtemps au mode de vie qui est le nôtre aujourd'hui.